



11 février 2026. Séance publique de Questions d'Actualité au Gouvernement - Organisation des JOP Alpes Françaises 2030.

11 février 2026. Séance publique de Questions d'Actualité au Gouvernement - Organisation des JOP Alpes Françaises 2030.

Questions d'Actualité au Gouvernement Séance du mercredi 11 février 2026 Passage en 5^e position

Organisation des JOP Alpes Françaises 2030

Monsieur le Président,
Mes Chers-ères Collègues,

Ma question s'adresse à Madame la Ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative.

L'organisation des *Jeux olympiques et paralympiques d'hiver Alpes françaises 2030* suscite de nombreuses inquiétudes, avec un projet encore fragile, des fondations institutionnelles et humaines qui peinent à s'établir, au moment même où des décisions structurantes doivent s'imposer avec clarté et efficacité.

Le comité d'organisation traverse une succession de démissions de cadres dirigeants occupant des fonctions stratégiques (direction des opérations, direction de la communication, présidence du comité des rémunérations) et aujourd'hui, celle du directeur général ; des démissions motivées par des désaccords de gouvernance, une concentration excessive des décisions, et un affaiblissement des mécanismes de contrôle interne.

Ces départs suscitent des commentaires très lourds de sens : *dérive, cacophonie, perte de confiance, risque sur les délais et sur les coûts*. Le Comité international olympique a lui-même rappelé la nécessité d'un travail collectif et apaisé.

Dans le même temps, les collectivités territoriales expriment des inquiétudes croissantes quant à la répartition de l'effort financier, au respect des territoires de montagne, et à la prise en compte de leurs contraintes budgétaires. À cela s'ajoutent des procédures contentieuses en matière de démocratie environnementale et de consultation du public, qui fragilisent l'acceptabilité du projet.



11 février 2026. Séance publique de Questions d'Actualité au Gouvernement - Organisation des JOP Alpes Françaises 2030.

- **Madame la Ministre, pourriez-vous préciser quelles mesures concrètes et calendaires le Gouvernement entend mettre en œuvre pour garantir à la fois :**
- **une gouvernance pleinement collégiale et stabilisée du COJOP,**
- **une carte des sites consensuelle,**
- **et une sécurisation des engagements financiers de l'État et des collectivités, qui représentent plus de 40 % du budget global ?**

Réponse (prononcée après l'intervention de la Ministre) :

- Madame la Ministre, rapidement il faut ramener de l'ordre et de la sérénité dans la maison COJOP 2030.
- Par ailleurs, nous attendons que le Président de la République, garant de la continuité et de la crédibilité de la stratégie nationale pour ces Jeux, précise son rôle et les mesures qu'il entend impulser pour redresser cette situation.

Réponse de Madame Marina FERRARI Ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,
Monsieur le Sénateur LOZACH,

Merci pour cette question qui me permet de faire écho aux inquiétudes qui sont les nôtres, j'ose le dire.

La position du Gouvernement est très claire : la gouvernance du COJOP pour les Alpes Françaises 2030 doit avancer au-delà des considérations personnelles.

C'est un projet, vous l'avez dit, qui doit avancer dans le sens du collectif et de manière apaisée ; et nous serons intransigeants sur ce point.

Il nous faut poser un cadre de gouvernance stable, au service de la réussite de ce projet et c'est d'ailleurs l'objet de la mission qui a été confiée et qui est conduite par Étienne THOBOIS, DG de Paris 2024 avec la réussite qu'on lui connaît.

Nous attendons les premières recommandations de cette mission pour le bureau exécutif qui devrait se tenir le 22 février ; puis lors d'un autre bureau exécutif le 19



11 février 2026. Séance publique de Questions d'Actualité au Gouvernement – Organisation des JOP Alpes Françaises 2030.

mars nous pourrions acter de leur mise en œuvre.

Concernant le Directeur général du COJOP, les parties prenantes ont confié au Président la responsabilité de conduire les discussions qui aboutiront à son départ. Les solutions qui lui seront proposées devront s'inscrire à la fois dans le respect des personnes, des règles de droit mais aussi de la perspective des recommandations de la mission « Thobois » et, bien évidemment, dans l'intérêt général du projet.

Par ailleurs, le succès des JOP Alpes 2030 impose de répondre à certains jalons qui sont devant nous : la mise en place d'une gouvernance pérenne, le retour du drapeau olympique et de la délégation le 23 février à Albertville, la signature des premiers partenariats, le retour du drapeau et de la délégation paralympique le 16 mars à Chamrousse, et également la finalisation de la carte des sites pour laquelle nous avons mis un horizon au mois de juin 2026.

Au regard de la validation de ces différents points d'étape, nous pourrons collectivement mesurer la capacité du COJOP à conduire ce projet.

Enfin, les Jeux olympiques et paralympiques doivent nous transcender. C'est un projet qui est formidable pour notre nation. Je rentre d'ailleurs de Milan où j'ai pu aller soutenir nos athlètes. Je tiens d'ailleurs à saluer la performance de notre skieuse Perrine LAFFONT qui vient d'être médaillée de bronze.

Soyez en tout cas assurés que le Gouvernement met tout en œuvre avec exigence et que nous veillerons à la réussite de ce projet collectif.

Je vous remercie.